



Epinal, le 22 mai 2020

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL 88 : Un pas de plus vers la criminalisation du mouvement social !

Le lundi 25 mai prochain à 13h, aura lieu le début des convocations au commissariat de Nancy de nombreux grévistes (11 à notre connaissance) opposé-e-s à la contre-réforme des retraites pour « avoir commis ou tenté de commettre l'infraction d'entrave concertée avec violence ou voie de fait à l'exercice de la liberté du travail ». Les faits reprochés se rapportent au vendredi 10 janvier 2020, où une cinquantaine de personnes de nombreux secteurs professionnels étaient rassemblées pacifiquement devant le dépôt de tramways Keolis à Nancy pour manifester leur opposition à une réforme des retraites rejetée par les français.

Les forces de l'ordre avaient alors accueilli les manifestant-e-s avec des LBD et une brigade canine, habituellement réservée au terrorisme et au trafic de stupéfiants... et elles avaient alors interpellé et placé en garde à vue deux manifestant-e-s. En s'en prenant à des personnes qui expriment par leurs actions une opinion partagée par une large majorité de la population, le gouvernement se met lui-même dans une situation de voie de fait. A cela se sont ajoutés à Nancy une intensification de la répression avec l'intervention policière du 14 janvier au Rectorat, avec les interpellations et mises en garde à vue de trois étudiantes le 29 janvier, la poursuite judiciaire à l'encontre d'un porte-parole de l'Union syndicale Sud-Solidaires le 18 février et dernièrement l'interpellation d'un lycéen mineur à la fin de la manifestation du 20 février. Après plus de deux mois de grève, ininterrompue pour certain-e-s, le gouvernement est resté sourd et le préfet, aux ordres, a assumé de réprimer la contestation. La voilà la véritable violence : la violence d'État !

Les syndicats FO88 – CGT88 - SUD Solidaires – FSU88 expriment toute leur solidarité avec les camarades convoqué-e-s et dénoncent avec fermeté la répression qui s'abat sur une mobilisation légitime !

Nous soutiendrons par tous les moyens tou-te-s les camarades qui ont participé à cette mobilisation historique et nous condamnons avec fermeté la criminalisation forcenée et disproportionnée de toutes les actions menées par celles et ceux qui se sont battus contre la casse de notre système de protection sociale.

Pour l'UD-FO 88 : Franck PATIN, secrétaire départemental

Pour le SNFOLC 88 : Anthony BUCHERT , secrétaire départemental

Pour Sud Education Lorraine : Etienne SIMON, secrétaire départemental